

sur pied de la seule université canadienne destinée aux femmes.

De telles manifestations de sexisme et de racisme particulièrement odieuses sont malheureusement trop courantes au Canada aujourd'hui. Il est temps que tous les Canadiens voient à ce que ce genre de chose ne se produise plus ici, ni maintenant ni jamais.

* * *

[Français]

LA SOLLICITATION PAR TÉLÉPHONE

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, il y a des jours où l'on se demande où notre société s'en va et qui donc assume ses responsabilités! Des compagnies à numéros, des gens sans scrupules sollicitent les jeunes et autres à les appeler en composant un numéro de téléphone commençant par 976. Et qu'est-ce qu'on y entend? Un répondeur téléphonique livrant un message pornographique et obscène.

Malheureusement et par surcroît, chacun de ces appels téléphoniques est payant et ce sont les pauvres parents qui récoltent la facture à la fin du mois, stupéfaits et impuissants face au système.

Monsieur le Président, mais où donc Bell Canada a-t-elle mis son sens de la morale et l'éthique professionnelle en vendant ainsi l'utilisation de ces lignes téléphoniques à des fins pornographiques et obscènes? Comment le CRTC peut-il sciemment fermer les yeux devant une telle situation et laisser faire? Pendant que des personnes en autorité abusent de la naïveté des jeunes, d'autres autorités chez Bell Canada et au CRTC continuent de jouer au Ponce Pilate!

* * *

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, les sénateurs libéraux recommencent à faire la promotion de leur perception déformée de la TPS. Leurs plus récentes sornettes, publiées dans tous les journaux canadiens la semaine dernière, montrent qu'ils ne comprennent absolument pas l'essence de ce projet de loi ou qu'ils ne tiennent aucun compte des faits. C'est l'un ou l'autre, et probablement les deux.

Ils devraient faire preuve d'une certaine compréhension, mais ils n'en manifestent aucune. Ils persistent à semer la confusion parmi la population du Canada. Ils

Article 31 du Règlement

forment la partie perdante, dans le débat sur la TPS, et ils sont incapables d'accepter leur défaite.

* * *

• (1410)

LES ENFANTS MALTRAITÉS

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, encore une fois, je prends la parole à la Chambre pour exhorter le gouvernement à former une commission d'enquête indépendante sur les mauvais traitements répugnants dont ont été victimes des écoliers autochtones dans des internats canadiens.

D'innombrables autochtones du Canada ont subi des mauvais traitements dans des écoles financées par le gouvernement fédéral. En menant une enquête, le gouvernement contribuerait au processus d'indemnisation des victimes. De plus en plus d'autochtones révèlent les mauvais traitements dont ils ont été personnellement victimes dans des internats et ils expliquent comment cela se répercute encore aujourd'hui sur leur vie.

Pourquoi le gouvernement a-t-il peur de mener cette enquête? Ces victimes ont besoin de cette mesure de justice.

Par conséquent, j'exhorte de nouveau le gouvernement à créer une commission d'enquête indépendante sur ces internats. Tant que nous n'aurons pas commencé à écouter les victimes de ces mauvais traitements, il faudra faire face aux problèmes qui en découlent.

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. André Harvey (Chicoutimi): Monsieur le Président, M. Raymond Garneau, ancien ministre des Finances du Québec et ancien député libéral fédéral et critique financier, trouve que la taxe sur les produits et services proposée par notre gouvernement est probablement la plus équitable qu'on puisse trouver à l'ère des marchés globaux dans laquelle nous vivons.

Selon M. Garneau, à l'époque du libre-échange et de la mondialisation des marchés, il nous fallait abolir l'ancienne taxe et la remplacer par la TPS. De plus, M. Garneau ajoute que cette taxe de 13,5 p. 100 n'était plus administrable et affirme qu'elle est devenue une véritable passoire. Aucun gouvernement n'avait pu trouver un moyen pour colmater les brèches. On la contourne trop facilement par des moyens légaux à l'aide d'avocats spécialisés et rusés. Elle doit disparaître.

Monsieur le Président, il est temps que les sénateurs libéraux respectent l'agenda d'un gouvernement responsable.